

*Date de dépôt : 28 juillet 2011*

## **Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la politique de la solidarité internationale pour l'année 2010**

Mesdames et  
Messieurs les députés,

Conformément à l'article 4 de la loi sur le financement de la solidarité internationale du 4 octobre 2001 (LFSI; D 1 06), le Conseil d'Etat présente au Grand Conseil un rapport annuel sur le thème de la solidarité internationale.

### **1. Préambule**

Le contexte dans lequel s'inscrit la coopération au développement et l'aide humanitaire ne cesse d'évoluer. Aux enjeux traditionnels liés à la pauvreté et aux inégalités sociales s'ajoutent désormais ceux liés à la problématique du changement climatique. Les bouleversements climatiques mondiaux pèsent de plus en plus sur nos modes de développement et les conséquences de ces changements affectent principalement les pays les moins avancés. En matière de solidarité, la protection de l'environnement est devenu l'un des grands défis de notre temps.

Le Conseil d'Etat, persuadé que l'avenir appartient aux communautés qui parviendront à un développement respectueux des équilibres environnementaux, a fait de l'environnement l'un des axes stratégiques de son programme de législature 2010 – 2013. Afin que cette volonté politique ne se traduise pas uniquement par des actions concrètes sur le sol genevois, le canton a décidé de faire de l'environnement un domaine d'action prioritaire dans le cadre de son engagement en faveur de la solidarité internationale. Ainsi, depuis l'année 2010, le canton destine annuellement un montant spécifique aux projets visant la protection de l'environnement, les conséquences du changement climatique, la sécurité alimentaire, la biodiversité, l'efficacité énergétique, la réduction des risques de catastrophes naturelles, la gestion des déchets et des substances polluantes.

Du point de vue humanitaire, le séisme qui a frappé Haïti le 12 janvier 2010 a mis en exergue la fragilité du pays le plus pauvre du continent américain. Très rapidement, le Conseil d'Etat a voulu exprimer la solidarité du peuple genevois avec les victimes en accordant 400 000 F à des programmes d'urgence et d'aide à la survie. Afin de favoriser la coordination de l'aide et les échanges d'information, le canton a organisé, deux semaines après la catastrophe, une réunion entre les associations genevoises œuvrant en Haïti et les collectivités publiques, impliquées dans le processus de l'aide.

Les autres points forts de l'année 2010 ont été l'adoption par le Conseil d'Etat d'un projet de loi accordant une aide financière annuelle de 3 millions de francs à la Fédération genevoise de coopération pour les années 2011-2012 et la concrétisation des travaux menés avec les cantons de Berne, Fribourg et Jura et la Direction du développement et de la coopération (DDC) visant à mettre sur pied un projet de santé mentale en Bosnie & Herzégovine.

## **2. Le budget de la solidarité internationale<sup>1</sup>**

En 2010, le budget global de la solidarité internationale a été de 15 876 879 F dont 15 100 000 F destinés aux subventions. L'annexe 3 indique les attributions par rubrique du fonds de la solidarité pour 2010. Le montant pour les subventions des projets de coopération et d'aide humanitaire a contribué à soutenir 74 nouveaux projets et à respecter les engagements pris sur 26 autres projets qui étaient en cours de réalisation au début de l'année.

A la fin de l'année 2010, le service de la solidarité internationale avait 22 dossiers en attente d'évaluation pour un éventuel financement. Par ailleurs, 2 420 178 F sont engagés début 2011 sur des projets en cours.

## **3. Financements accordés par le canton de Genève en 2010<sup>2</sup>**

### ***3.1. Commission consultative de la solidarité internationale (projets > 60 000 F).***

En application de la nouvelle loi sur les commissions officielles du 18 septembre 2009 (RSG A 2 20), le Conseil d'Etat a nommé le 16 juin 2010, par voie d'arrêté, les nouveaux membres de la commission consultative de la solidarité internationale (CCSI). La commission est présidée par Mme Fabienne Bugnon, directrice de l'office des droits humains (DSPE) et est composée de 6 représentant-e-s de l'Etat et de quatre expert-e-s externes,

---

<sup>1</sup> Cf. annexe 3

<sup>2</sup> Cf. annexe 1

spécialisé-e-s dans le domaine de l'aide humanitaire, la santé publique, les droits humains et la coopération internationale<sup>3</sup>.

La commission consultative, qui s'est réunie 6 fois en 2010, a étudié 20 dossiers de coopération au développement. Elle a émis 14 préavis positifs et 4 négatifs qui ont été soumis au Conseil d'Etat. En outre, six appels d'aide d'urgence ont été examinés et validés par la CCSI. De plus, 18 projets ayant obtenu un accord de financement en 2008 et 2009 ont fait l'objet d'un suivi par le service de la solidarité internationale. Les tranches annuelles prévues ont été versées suite à la réception et à l'approbation des rapports opérationnels et financiers intermédiaires. En 2010, le canton a octroyé un montant total de 3 220 890 F à des projets dont la contribution de l'Etat est supérieure à 60 000 F.

En 2009, la commission consultative avait mené une réflexion sur la question des choix prioritaires pour l'attribution des fonds de la solidarité internationale. La proposition de consacrer chaque année un montant spécifique aux projets relevant du domaine de l'environnement, sans pour autant réduire le soutien aux autres domaines d'intervention de la solidarité internationale (droits humains, éducation, santé, aide humanitaire...) a été retenue. En 2010, un montant de 1 000 000 F a été attribué aux projets liés, entre autres, aux conséquences du changement climatique, à la sécurité alimentaire et à la biodiversité. Cette somme est comprise dans le budget du fonds de solidarité internationale et sera reconductible annuellement.

Des critères spécifiques pour l'évaluation de ces projets ont été élaborés par le service de la solidarité internationale et soumis à l'approbation des membres de la commission. Un expert en environnement a été désigné pour assister et améliorer l'expertise de la commission sur les aspects techniques liés à ce type de projets.

Au final, en 2010, un montant de 744 183 F a été consacré aux projets environnementaux. Ce montant a contribué au soutien de deux projets de reforestation au Brésil, un projet de formation aux droits des réfugiés climatiques dans des régions de l'Océan pacifique touchées par la montée des eaux; un projet en Bolivie, en partenariat avec les universités de Lausanne et de Neuchâtel pour l'étude de certaines espèces d'arbres capables de séquestrer le gaz carbonique dans l'atmosphère et de le stocker de façon pérenne dans le sol, ainsi qu'une étude sur la faisabilité d'un système de récupération des huiles de cuisine usagées en Indonésie dans le but de les transformer en biocarburants.

---

<sup>3</sup> Cf. annexe 2

Dans le cadre des projets de défense des droits humains, le Conseil d'Etat a validé une nouvelle phase de collaboration avec l'Appel de Genève (AG) pour un montant total de 600 000 F sur trois ans (2010 à 2012) dans le cadre d'une convention visant à soutenir les projets que l'AG mène dans différents pays autour de la problématique particulière du genre et de la protection des femmes et des jeunes filles victimes de violence à l'intérieur ou à l'extérieur des groupes armés non étatiques.

Le Conseil d'Etat a également octroyé un montant total de 136 870 F sur trois ans (2010 à 2012) à la Fondation DiDé - Dignité en Détention, pour financer un projet de santé mentale pour les mineurs et jeunes adultes incarcérés dans les prisons de Gitarama et de Nyagatare au Rwanda. Ce programme permettra de poursuivre l'accompagnement psychologique, commencé lors d'un précédent projet, à la prison de Gitarama et d'initier un volet en santé mentale à la prison de Nyagatare. Dans cette dernière se concentrent des mineurs provenant de tout le pays et ayant été condamnés à de longues peines.

Dans le domaine de la santé, un soutien à la lutte contre la trypanosomiase humaine africaine (ou maladie du sommeil) a été octroyé à la fondation DNDI (Drugs for Neglected Diseases Initiative) pour financer un projet médical qui vise à réduire le taux de prévalence de cette maladie.

Un montant total de 518 226 F sur trois ans (2010 à 2012) a été accordé aux Hôpitaux Universitaires de Genève pour financer le développement d'une école supérieure de soins infirmiers à Mbozi, en Tanzanie. La formation sera assurée par le personnel des HUG qui formera les enseignant-e-s en charge du projet sur place. Le personnel des HUG profitera également de son passage pour améliorer la qualité des soins de l'hôpital.

### ***3.2. Projets de moins de 60 000 F***

En parallèle aux actions d'envergure, le canton attribue une importance particulière aux projets présentés par de petites associations du canton actives sur le terrain et impliquant directement les populations locales. La contribution à ces projets est fixée à un maximum de 60 000 F par an.

En 2010, le service a traité 54 nouvelles demandes de soutien. Un total de 26 projets ont été acceptés, 5 reconduits, 7 refusés et 16 mis en attente fin 2010 pour être présentés sur l'exercice suivant.

En matière de micro-économie, grâce au soutien de la solidarité internationale, des actions génératrices de revenus ont pu être réalisées dans plusieurs pays africains comme en République démocratique du Congo;

l'implantation d'une coopérative de production de bâtons de purée de manioc a démarré à Kinshasa; au Bénin, la transformation des fruits de l'anacardier et la commercialisation de ces produits par des coopératives de femmes ont été réalisés. Au Mali, un projet a contribué à l'amélioration des conditions de vie et d'alimentation des habitants du cercle de Gourma Rharous près de Tombouctou et au nord du Togo, le développement d'une pépinière profite à toute la communauté de Bagré. Au Tibet, le canton favorise le développement de la production agricole sous serre au profit de montagnards vivant en très haute altitude et à des températures négatives.

L'éducation et la formation occupent une large place dans les attributions d'aides. Au Burkina Faso, un effort particulier a été mis sur la scolarisation d'enfants atteints de handicap. En Ouganda, un projet favorise la scolarisation d'enfants orphelins du SIDA ou enfants des rues. En Somalie, Genève aide à la scolarisation d'enfants vivant dans des camps de réfugiés. A Bukavu, des ordinateurs ont été installés pour améliorer la formation et la qualité de l'enseignement supérieur.

Le Conseil d'Etat poursuit son engagement sur le terrain dans la lutte contre les mutilations génitales féminines (MGF). Au Kenya, un programme réparti sur deux ans, prévoit de lutter contre cette pratique en organisant la reconversion d'exciseuses traditionnelles en accoucheuses.

Le montant total alloué à ces projets en 2010 se monte à 998 951 F.

Parallèlement aux projets de développement, le canton de Genève attribue chaque année des aides aux études et à la formation à des étudiant-e-s provenant des pays les moins avancés. Le but de ces aides est de permettre à ces personnes de compléter leurs connaissances à Genève ou d'y parfaire des travaux de recherche dans les domaines auxquelles les institutions académiques accordent une attention particulière, en lien avec les domaines d'activités du service de la solidarité internationale.

En 2010, deux institutions de renommée internationale ont pu bénéficier de ce soutien : le Centre d'Enseignement et de Recherche en Action Humanitaire (CERAH) et l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains (ADH) de l'Université de Genève. Huit étudiant-e-s venant d'Haïti, du Burkina Faso, de Madagascar, de Birmanie, d'Iran, d'Afghanistan et de la République Démocratique du Congo ont ainsi pu suivre leurs études postgrade à l'Université de Genève.

Le montant alloué aux aides aux études a été de 120 000 F.

### **3.3. Aide humanitaire**

#### **3.3.1. Haïti**

Le canton de Genève a alloué une contribution de 1 000 000 F pour venir en aide à la population haïtienne suite au séisme qui a frappé ce pays en janvier 2010. Une grande partie de cette somme (400 000 F) a été attribuée à la phase d'aide humanitaire en janvier 2010 et 300 000 F en décembre pour combattre l'épidémie de choléra.

Pour intervenir de manière efficace et conséquente, le canton a défini des principes de base pour le choix de ses partenaires. Afin d'éviter une dispersion de l'aide, comme cela a pu être le cas lors de l'intervention de la communauté internationale suite au tsunami en décembre 2004 en Asie du Sud-Est, il a été décidé de :

- soutenir les actions d'ONG reconnues pour leur savoir-faire et qui avaient déjà une connaissance du contexte local par leur présence en Haïti avant le séisme;
- organiser une coordination entre les ONG et les bailleurs de fonds actifs sur le terrain. Le 2 février 2010, le service de la solidarité internationale a organisé une réunion avec la Fédération genevoise de coopération, les communes et les associations impliquées.

Des soutiens ont également été attribués à des associations engagées dans la formation et la reconstruction. Ces actions ont été réalisées dans le respect du développement durable et visaient également à renforcer la société civile.

Par ailleurs, un colloque international a été organisé conjointement avec le Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire (CERAH) à l'Université de Genève en janvier 2011. Ce colloque a permis de faire le bilan de la situation humanitaire en Haïti, une année après le séisme. Le service de la solidarité internationale a organisé une table ronde sur le thème : quelle solidarité avec Haïti aujourd'hui ?

#### **3.3.2. Autres aides humanitaires**

Haïti n'a pas été le seul pays à affronter des catastrophes naturelles en 2010. Les graves inondations qui ont sévi au Pakistan au mois d'août ont été les pires depuis 80 ans. Près de six millions de personnes ont eu besoin d'une aide extérieure pour survivre. Le soutien genevois accordé à la Croix-Rouge Suisse, Caritas et Handicap international a contribué à l'acheminement des biens de première nécessité aux personnes les plus vulnérables.

L'année 2010 a aussi été extrêmement pénible pour la population du Sud Soudan, spécialement dans la province d'Equatoria occidentale. Des périodes de sécheresse successives ont drastiquement affecté les récoltes et la population n'a pas pu accumuler de réserves de nourriture en suffisance. Une aide de 200 000 F a contribué à répondre aux besoins urgents de distribution de denrées alimentaires de base aux personnes les plus défavorisées. Une partie du montant affecté a également permis de soutenir la plantation de cultures locales poussant rapidement afin de sécuriser l'alimentation avant la prochaine saison des récoltes et de former les paysans à des techniques agricoles améliorées.

### ***3.4. Actions ou manifestations à Genève***

La chancellerie d'Etat instruit, en lien avec le service de la solidarité internationale, les dossiers concernant les actions ou manifestations ayant lieu à Genève et impliquant des pays en voie de développement.

En 2010, 14 demandes ont été acceptées dans le cadre de la Genève internationale. Requis par le service du protocole, le groupe interdépartemental aux affaires internationales (GIAI) a examiné les demandes de financement supérieures à 60 000 F. Le service du protocole a également assuré le suivi des contrats de prestations avec Mandat international, le Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones (DOCIP), le Centre international pour l'éducation aux droits de l'homme et à la paix (CIFEDHOP) et le Centre Europe-Tiers Monde (CETIM).

Un total de 787 140 F a été attribué en 2010 à des actions ou manifestations à Genève dans le cadre de la loi sur le financement de la solidarité internationale.

### ***3.5. Information et sensibilisation du public aux problématiques des pays en voie de développement***

Selon le règlement d'application de la loi sur le financement de la solidarité internationale, du 19 juin 2002 (RFSI; D 1 06.01), le service de la solidarité internationale a aussi pour tâche de sensibiliser le public aux problématiques des pays en développement et d'informer les citoyennes et citoyens de son action.

Le canton de Genève a accordé une subvention au festival Black Movie, qui porte désormais le nom de **Black Movie - Genève festival de films**. L'édition 2010 du festival a proposé au public plus d'une centaine de films

découverts aux quatre coins du monde, notamment en Afrique, et a connu une fréquentation en hausse, avec plus de 23 000 festivaliers. A la suite de l'évaluation positive de la convention de subventionnement 2007 à 2010 dont il bénéficiait, l'Etat (DSPE et DIP) et la Ville de Genève ont décidé de renouveler leur soutien pour les 4 années à venir à ce festival et aux valeurs de diversité culturelle qu'il défend. La nouvelle convention de subventionnement 2011 – 2014 a été approuvée par le Conseil d'Etat le 1<sup>er</sup> décembre 2010 pour un montant de 500 000 F répartis sur 4 ans.

Basé sur le concept « Un film, un sujet, un débat », le Festival du Film et Forum International sur les Droits Humains (FIFDH) a également bénéficié du soutien du canton de Genève. Cette 8<sup>e</sup> édition du FIFDH, qui a attiré plus de 18 000 festivaliers, a abordé des thématiques fortes, avec des soirées consacrées notamment à la solidarité avec le peuple iranien, à la question de l'impunité des responsables de crimes de guerre dans les négociations de paix, à l'Islam en Europe, à la dépénalisation de l'homosexualité, à la traite des femmes, aux peuples autochtones sacrifiés ou encore aux Roms, en présence de quelque 80 intervenants. L'Etat (DSPE et DIP) et la Ville de Genève, qui soutiennent cette manifestation depuis sa création en 2003, ont décidé de formaliser cette collaboration par le biais d'une convention de subventionnement portant sur les années 2011 à 2014. Cette convention, dont les travaux de préparation ont commencé à l'automne 2009, a été approuvée par le Conseil d'Etat le 22 décembre 2010. L'aide financière de l'Etat porte sur un montant de 630 000 F répartis sur 4 ans.

Le canton de Genève a également octroyé une contribution financière au Festival International du Film Oriental de Genève. Pour sa 5<sup>e</sup> édition, le FIFOG a proposé au public une programmation de plus de 80 films de fiction et documentaires inédits en Suisse provenant de pays d'Orient et d'Occident.

Parmi les autres projets de sensibilisation et d'information soutenus par le canton de Genève, on citera un court-métrage réalisé dans le cadre du Tambour Battant Festival traitant de la problématique des étudiants africains en Suisse romande et de leur retour au pays après l'obtention de leur diplôme; un week-end de films autour des femmes face à la guerre organisé par l'association « Être femme aujourd'hui »; un support de travail sous forme de film documentaire sur le programme en Afrique de l'Ouest (PAO) développé par la FSSSI (Fondation suisse du Service social international); une soirée de témoignages consacrés à l'esclavage domestique des enfants, proposée par Human Rights Watch et l'office des droits humains. A cette occasion, un film sur cette problématique a été projeté et 6 jeunes, venus à Genève dans le cadre des négociations menées en juin 2010 à l'Organisation



Internationale du travail (ILO) pour l'abolition du travail des enfants, ont témoigné de leur vécu.

Enfin, la mission d'information et de sensibilisation de la solidarité internationale s'est traduite par le soutien à des projets de classes solidaires initiés par des professeurs de cycle d'orientation (CO de Bois-Caran et CO de Cayla) désireux de mettre en place un projet de coopération au développement avec leurs élèves et de se rendre sur le terrain pour participer concrètement à sa mise en place. Une réunion avec le DIP et des échanges avec la Ville de Genève et les communes genevoises sur ce thème ont montré l'importance que ces projets solidaires revêtent pour ouvrir les jeunes à d'autres cultures et les sensibiliser aux problématiques des pays du Sud.

L'information consacrée aux actions de solidarité internationale et aux événements publics qui se développent à Genève peut être consultée sur le site [www.ge.ch/solidarite](http://www.ge.ch/solidarite). Les projets soutenus par le canton de Genève sont actualisés régulièrement sur le site et accessibles au public.

*Tableau récapitulatif*

<b>Projets</b>	<b>Projets traités</b>	<b>acceptés</b>	<b>reconduits</b>	<b>refusés</b>	<b>en attente</b>
>60 000 F (CCSI)	37	10	18	3	6
Aide humanitaire	15	9	0	6	0
<60 000 F	54	26	5	7	16
Projets de sensibilisation / information	8	6	0	2	0
Projets/manifestations à Genève et impliquant les pays en développement	27	14	3	10	0
Projets environnement	10	9		1	
<b>Total</b>	<b>151</b>	<b>74</b>	<b>26</b>	<b>29</b>	<b>22</b>

24 autres dossiers soumis au service ne remplissaient pas les critères préalables à une demande de financement.

#### 4. Évaluation et suivi des projets

En 2010, les associations ont fourni les rapports opérationnels et financiers correspondant aux projets soutenus en 2008 et 2009. C'est ainsi que le service a reçu et examiné:

- pour les projets de plus de 60 000 F : 24 rapports;
- pour les projets de moins de 60 000 F : 42 rapports.

Le versement d'une deuxième tranche de financement reste impérativement conditionné à la réception et l'approbation d'un rapport intermédiaire opérationnel et financier. De plus, les rapports finaux des projets de plus de 60 000 F sont envoyés aux rapporteurs de projets de la commission consultative.

Par ailleurs, deux visites de terrain ont été réalisées par les collaboratrices et collaborateurs du service de la solidarité internationale. Ces deux missions ont permis d'évaluer simultanément le travail de plusieurs associations.

Au Togo, une visite de terrain a permis d'évaluer :

- le projet de l'association Aide et Action, investir dans les exclus « Offres alternatives pour l'éducation des exclus du système éducatif formel dans la région des Savanes au nord du Togo »
- les deux projets de l'association Mongaado, « Sauver l'école du Kpendal » et « Projet Renaissance » : soit la reconstruction de deux groupes scolaires d'enseignement primaire et l'installation d'une pépinière dans la région des Savanes au nord du pays.

Au Burkina Faso, la visite a permis d'évaluer :

- le projet de la section genevoise du Centre Écologique Albert Schweitzer : « Renforcement institutionnel et opérationnel de l'ADV dans son travail d'assainissement et de valorisation des déchets dans le quartier de Saaba à Ouagadougou »
- le projet de la Fondation A Better Life: « Scolarisation des enfants handicapés et des enfants de parents handicapés dans 6 provinces du pays » .

La directrice et une collaboratrice du service de la solidarité internationale se sont rendues en Colombie en juillet 2010 pour participer à la réunion finale du « *Projet de lutte contre la violence domestique* » de l'association Protierradentro. Le canton de Genève soutient ce projet depuis 2008. Son but est de consolider les effets de ce programme auprès des autorités locales et de soutenir les femmes dans leur combat contre ces violences.

Le déplacement a également permis de visiter deux autres projets soutenus en Colombie:

- le « Soutien et formation des parents et des enfants accueillis dans les foyers Bambi » de la Fondation Aide aux Enfants;
- les projets de l'association Solidarité Popayán, projets financés grâce au Fonds Drogue et développement du canton de Genève.

Par ailleurs, en accord avec la commission consultative, une évaluation externe a été menée au Cambodge:

- le projet « *Intégration scolaire pour les enfants handicapés au Cambodge* », réalisé par Handicap International Suisse a reçu une contribution de l'Etat de Genève de 450 000 F sur 3 ans (2009 – 2011).

Enfin, une évaluation externe de deux projets de l'association Genève Tiers Monde (GeTM), membre de la Fédération genevoise de coopération, a été réalisée. Cette évaluation s'inscrit dans les relations et le suivi qu'entretient le service de la solidarité internationale avec la FGC, suite à la signature du contrat de prestations entre l'Etat de Genève et la FGC pour la période 2009 à 2010.

## **5. Fédération genevoise de coopération (FGC)**

Le 7 décembre 2010, le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi accordant une aide financière annuelle de 3 millions de francs à la Fédération genevoise de coopération pour les années 2011 et 2012. L'aide financière versée à la FGC est désormais octroyée conformément à l'article 11 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005 (LIAF; D 1 11). Un nouveau contrat de prestations a été élaboré et soumis à ratification du Grand Conseil en 2011.

La FGC a planifié plusieurs chantiers à mener entre 2010 et 2013 pour améliorer son fonctionnement. Les domaines concernés sont:

- l'ajustement des comptabilités des petites associations aux recommandations RPC 21;
- la simplification du processus de la filière projet, tout en maintenant la qualité;
- le renforcement de la formation, de l'information et des échanges au sein du réseau.
- la mise à jour des rapports.

D'autre part, la FGC a élaboré un plan de travail pour que d'ici 2011 toutes ses associations membres présentent leurs comptes d'après les normes RPC 21 : Dans cette optique, des formations et un soutien pratique destinés aux associations membres ont été mis en place en automne 2010. La FGC poursuivra ses chantiers en 2011.

La conférence annuelle entre la Fédération genevoise de coopération et les bailleurs de fonds (DDC, Etat de Genève, Ville de Genève et communes avec accords cadres) s'est tenue le 18 juin à la mairie de Chêne-Bougeries, en présence de la maire de la commune, Mme Béatrice Grandjean-Kyburz, du vice-directeur de la DDC, M. Joerg Frieden, et de la directrice de l'office des droits humains, Mme Fabienne Bugnon. La première partie de la rencontre a été principalement consacrée au bilan de l'année 2009 et aux perspectives pour l'année 2010 de la FGC. La FGC et les bailleurs de fonds ont ensuite dialogué sur les deux thèmes suivants :

- « comment concilier les exigences parfois complexes des bailleurs avec la réalité du travail des petites associations engagées pour la solidarité internationale »
- « la pertinence et la valeur ajoutée d'une structure comme la FGC pour les collectivités publiques ».

La deuxième partie de la rencontre a permis à deux associations membres de la FGC de se présenter : Terre des Hommes Suisse a exposé son plan d'action 2009-2012 et AccEd a présenté sa stratégie générale 2010-2015.

## **6. Comité internationale de la Croix-Rouge**

La subvention annuelle de 3 000 000 F affectée aux actions humanitaires que le Comité internationale de la Croix-Rouge (CICR) mène sur le terrain en faveur des « conflits oubliés » a été attribuée aux activités en Colombie (2 millions de francs) et en Géorgie (1 million de francs).

La guerre civile qui fait rage en Colombie depuis plus de 40 ans ne fait plus la « une » des médias internationaux. Le CICR a développé une présence considérable dans ce pays avec 61 employés expatriés et 290 employés nationaux qui apportent leur aide aux populations forcées de se déplacer à cause des conflits armés.

Le CICR est présent en Géorgie depuis 1992. Ses missions principales sont l'assistance aux personnes déplacées, le regroupement familial et le renforcement des capacités de la Croix-Rouge géorgienne.

## **7. Aide aux missions des pays les moins avancés (PMA)**

Dans le cadre du budget de la solidarité internationale, l'Etat de Genève soutient la présence sur le sol genevois des missions des pays les moins avancés (PMA) auprès des institutions internationales. Le département de tutelle de la solidarité internationale coordonne ses interventions avec le département des constructions et des technologies de l'information.

Concrètement, les missions des pays les moins avancés s'adressent à la Mission permanente de la Suisse auprès de l'office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève pour signaler leur besoin en locaux. La mission suisse fait suivre les demandes au service de la gérance du DCTI qui recherche les locaux et paie les loyers. Les loyers sont comptabilisés dans les comptes du DCTI avant d'être extournés sur le compte de la solidarité internationale.

Cette participation financière est plafonnée à 36 000 F par année et par pays. En 2010, le montant attribué aux loyers de 38 PMA a été de 1 263 957 F.

## **8. Les relations avec les différents partenaires**

### ***8.1. Relations avec la Direction du développement et de la coopération (DDC) et les autres cantons suisses***

La quatrième rencontre annuelle entre la Confédération et les cantons sur le thème de l'aide au développement s'est tenue à Saint Gall le 15 novembre 2010, en présence de l'Ambassadeur Martin Dahinden, directeur de la DDC et des représentants de 10 cantons suisses. Cette plate-forme d'échanges a permis aux cantons représentés et aux autorités fédérales de discuter du projet de santé mentale en Bosnie & Herzégovine, mené conjointement par la DDC et 4 cantons suisses (Berne, Fribourg, Genève et Jura) et de réfléchir ensemble sur des questions liées aux structures décentralisées et à la complémentarité entre la politique fédérale de coopération et le rôle des cantons dans l'aide au développement. Avant de clore cette rencontre, le canton de Genève a proposé d'accueillir la cinquième rencontre annuelle en automne 2011.

Concernant le projet de santé mentale en Bosnie & Herzégovine, le document de projet élaboré par le bureau local de la DDC à Sarajevo pour la phase 1 du projet (juin 2010 - mai 2013) a été finalisé puis adopté en juin 2010 par le comité opérationnel de la DDC, avec un budget de 3 375 000 F. A la suite de ce document, une convention qui définit les conditions de coopération entre la DDC et les 4 cantons impliqués a été établie. Les 4 cantons se sont notamment engagés à fournir une assistance technique en

mettant à disposition des experts qui interviendraient en tant qu'appui au projet. Les cantons ont également organisé en septembre 2010, la venue en Suisse d'une délégation bosniaque, composée de membres du comité de pilotage et de l'équipe de mise en œuvre du projet. Cette visite avait pour objectif de donner aux partenaires bosniaques la possibilité de présenter le projet et d'établir un premier contact avec les experts suisses. Il s'agissait aussi pour eux d'avoir un aperçu du fonctionnement des services de santé mentale suisses.

Dans le canton de Genève, la visite a eu lieu du 15 au 16 septembre. A cette occasion, le service de la solidarité internationale a organisé, avec l'appui du secrétariat général des HUG, une rencontre avec des cadres médicaux et infirmiers du département de psychiatrie et du service de médecine internationale et humanitaire.

## ***8.2. Relations avec les communes genevoises***

La troisième rencontre annuelle avec les communes genevoises s'est tenue dans la commune de Puplinge le 14 octobre 2010. Accueillie par le maire de Puplinge, Monsieur Pitteloud, et présidée par la directrice de la solidarité internationale, Madame Alonso Lormand, cette rencontre a rassemblé les représentants de 11 communes, tandis que ceux de 13 autres se sont excusés. Elle a permis aux participants d'évoquer les actions entreprises en cours d'année par leur collectivité publique respective en matière de solidarité internationale, de partager les expériences positives et les difficultés communes rencontrées et de mener des discussions sur des questions relatives aux procédures et critères et sur des thèmes d'actualité.

Une partie de la séance a été consacrée à la situation en Haïti, aux actions soutenues par le canton dans ce pays et aux possibilités d'intervention des collectivités publiques dans ce contexte difficile. L'association Tierra Incognita a fait une présentation de son projet intitulé Pou Ayiti. Cela a donné lieu à d'intenses discussions sur le choix des projets à soutenir et sur la portée de l'aide en Haïti.

Les débats ont également porté sur les critères de sélection en matière de projets de droits humains. Les communes ont montré leur intérêt vis-à-vis de ces projets mais ont relevé leur faiblesse à les évaluer. L'expertise du canton dans ce domaine a été mise à disposition des communes grâce à la grille de critères établis par le service de la solidarité internationale.

Pour poursuivre dans sa démarche de promotion des projets de sensibilisation destinés aux jeunes – démarche également encouragée par le DIP et les communes – le SSI a demandé à deux professeurs (CO de Bois-

Caran et de Cayla) de venir présenter leurs projets de classes solidaires réalisés sur le terrain, au Togo et au Sénégal.

## 9. Fonds de lutte contre la drogue

Alimenté par les sommes provenant de confiscations ou de dévolutions en rapport avec le trafic des stupéfiants (art. 2, lettre a, de la loi sur la création d'un fonds destiné à la lutte contre la drogue et à la prévention de la toxicomanie, du 26 mai 1994 – LFLD; E 4 70), ce fonds est destiné à la lutte contre la drogue et à la prévention de la toxicomanie. Le DSPE est chargé de la gestion d'une moitié de ce fonds qui est affectée à des projets de lutte contre la drogue dans les pays en développement. A ce titre, la somme attribuée chaque année figure sous une rubrique budgétaire spécifique, non comprise dans le budget de la solidarité internationale.

En 2010, le montant du fonds inscrit au budget a été, comme en 2009, de 270 000 F. Une contribution de 49 633 F a été versée à la FGC pour un projet d'appui à des populations déplacées en Colombie proposé par Terre des Hommes Suisse. Le reste du fonds a été partagé entre trois projets du SSI qui visent à soutenir des actions en faveur d'enfants défavorisés et vulnérables fortement exposés aux dangers de la drogue au Nicaragua, au Cambodge et en Thaïlande.

## 10. Perspectives

Dans le cadre du programme de législature, le Conseil d'Etat a défini comme objectif de renforcer la politique genevoise de solidarité internationale. Au vu du plan financier quadriennal adopté par le Conseil d'Etat et des contraintes liées à la maîtrise du taux de croissance des charges de l'Etat, l'augmentation significative du budget consacré à la solidarité internationale n'est pas à l'ordre du jour. La volonté du Conseil d'Etat est d'atteindre progressivement l'objectif fixé par la loi et de proposer des augmentations de budget par palier. Aujourd'hui, l'effort consenti par le canton de Genève dans l'attribution de l'aide à la solidarité internationale reste de l'ordre de 0,2 %.

Toutefois, cela n'empêche pas le canton de réagir d'une façon solidaire lors de grandes crises humanitaires comme en Haïti ou dans le Maghreb début 2011, même si cela a pour conséquence de réduire la contribution dévolue aux projets d'aide au développement.

De son côté, en réponse à un mandat du Conseil National, le Conseil Fédéral a rédigé le 17 septembre 2010 un message faisant part de son

intention d'augmenter le budget consacré à l'aide publique au développement (APD). Avec 0,41 % de son revenu national brut dévolu à cette aide en 2010, le ratio passerait à 0,5% d'ici 2015. Ce crédit supplémentaire a été approuvé par le Conseil National le 28 février 2011.

La promotion d'une politique de développement concrète, le renforcement des projets en relation avec la protection de l'environnement et la poursuite d'une aide humanitaire adaptée et cohérente figurent en tête des priorités du Conseil d'Etat en matière de solidarité internationale. Avec l'appui de votre Grand Conseil, il entend poursuivre ses engagements dans ce domaine et contribuer à réduire les inégalités entre le Nord et le Sud.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite, Mesdames et Messieurs les Députés, à prendre acte du présent rapport.

#### AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

La chancelière :  
Anja WYDEN GUELPA

Le président :  
Mark MULLER

#### Annexes :

1. *Liste des projets soutenus en 2010*
2. *Liste des membres de la commission consultative en 2010*
3. *Budget 2010*
4. *Répartition géographique des actions de la solidarité internationale*
5. *Répartition par domaine d'action*
6. *Répartition Genève-terrain*



## ANNEXE I

## Annexe 1

**DÉPARTEMENT DE LA SÉCURITÉ, DE LA POLICE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**SOLIDARITÉ INTERNATIONALE - PROJETS ACCEPTÉS 2010**

<b>Droits humains et promotion de la paix</b>	<b>1'162'391</b>
<b>FONDATION SURGIR, <i>Palestine</i></b>	<b>25'000</b>
Amélioration du dialogue entre enfants et parents en Cisjordanie	
<b>APPEL DE GENEVE, <i>divers pays</i></b>	<b>200'000</b>
Protection des femmes victimes de conflits (2010-2012)	
<b>ASSOCIATION YAAKAARE, <i>Mauritanie</i></b>	<b>40'300</b>
Intégration et réconciliation sociale au moyen des droits culturels en Mauritanie	
<b>ASSOCIATION PROTERRADENTRO, <i>Colombie</i></b>	<b>50'000</b>
Femmes unies pour une vie digne et sans violence	
<b>MAASAI AID ASSOCIATION (MAA), <i>Kenya</i></b>	<b>40'000</b>
Lutte contre les mutilations génitales féminines (2011-2012)	
<b>CASA ALIANZA, <i>Honduras</i></b>	<b>44'000</b>
Soutien aux enfants migrants rapatriés	
<b>TRIAL, <i>Algérie, Bosnie, Libye, Burundi, Népal</i></b>	<b>60'000</b>
Assistance aux victimes de crimes, génocides, tortures	
<b>APT, <i>Asie, Pacifique</i></b>	<b>120'291</b>
Soutenir les initiatives nationales et régionales de prévention de la torture (2010-2012)	
<b>OMCT, <i>international</i></b>	<b>200'000</b>
Programme de défense des droits humains (2008-2010)	
<b>HELVETAS, <i>Mali</i></b>	<b>172'800</b>
Projet de soutien aux initiatives locales de luttes contre l'excision (2009-2011)	
<b>ASSOCIATION MEDES-SAPCOM, <i>Mali</i></b>	<b>15'000</b>
Egalité des droits entre hommes et femmes, par le regroupement des mouvements indépendants de femmes (2009-2010)	
<b>CODAP, <i>Afrique de l'Ouest</i></b>	<b>95'000</b>
Autonomisation des jeunes défenseurs des droits de l'homme (2010-2012)	
<b>CENTRE POUR LE DIALOGUE HUMANITAIRE, <i>Papouasie</i></b>	<b>100'000</b>
Préparation du terrain pour un dialogue en Papouasie	
<b>Micro économie et actions sociales</b>	<b>352'224</b>
<b>ASSOCIATION MESEMROM, <i>Roumanie</i></b>	<b>60'000</b>
Bains et lavoirs publics dans la ville d'Aiud	
<b>ASSOCIATION AMIS DU TIBET, <i>Inde</i></b>	<b>60'000</b>
Amélioration de la santé et de la production agricole pour les populations montagnaises des états du Jammu & Cachemire (Ladakh) et de L'Uttarakhand	

<b>MOUVEMENT INDIEN TUPAJ AMARU, Bolivie</b>	23'686
Fourniture d'un tracteur pour la communauté de Chajnacaya, Potosi	
<b>ASSOCIATION FONDS 1% POUR LE DÉVELOPPEMENT, Bénin</b>	11'248
Développement de la filière des anacardières (2010-2011) au profit de coopératives de femmes	
<b>DIMMBAL.CH, Mali</b>	97'574
Projet de développement multisectoriel de la Commune de Dimmbal (2009-2011)	
<b>ASSOCIATION FRANCOIS-XAVIER BAGNOUD Intern., Rwanda</b>	38'716
Programme de développement communautaire et de promotion économique (2008-2010)	
<b>VÉTÉRINAIRES SANS FRONTIÈRES, Mali</b>	30'000
Promotion et commercialisation du lait local sur les marchés urbains et périurbains de la région de Bamako (2009-2010)	
<b>LA CHAMBRE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, RDC</b>	31'000
Projet Chicouangue; production de bâtons de manioc à Kinshasa	
<b>Éducation et Formation</b>	<b>1'034'328</b>
<b>FONDATION A BETTER LIFE, Burkina Faso</b>	55'000
Scolarisation des enfants handicapés et enfants de parents handicapés	
<b>ASSOCIATION LECTURES PARTAGÉES, Colombie</b>	10'000
Création d'une bibliothèque-ludothèque à La Union (2009-2010)	
<b>GRUPE DE RÉFLEXION SUR L'AFRIQUE ET LE CONGO RDC - GRAC, RDC</b>	45'000
Équipement en NTIC et amélioration de la recherche et de l'enseignement de l'institut supérieur de développement rural (ISDR) de Bukavu	
<b>ASSOCIATION AIDE &amp; ACTION SUISSE, Togo</b>	47'928
Offre alternative pour l'éducation des exclus du système scolaire (2007-2010)	
<b>SIDECOLE, Scool against aids, Ouganda</b>	20'000
Scolarisation et alimentation pour enfants des rues (2010-2011)	
<b>FONDATION SUISSE DU SERVICE SOCIAL INTERNATIONAL, Ukraine</b>	150'000
Care Leavers Intergration Programme (CLIP); intégration sociale et professionnelle de jeunes vivant en institution (2010-2012)	
<b>ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE ET DE DROITS HUMAINS, Genève</b>	60'000
Aide aux études destinée à quatre étudiant-e-s provenant des pays les moins avancés	
<b>CENTRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE EN ACTIONS HUMANITAIRE, Genève</b>	60'000
Aide aux études destinée à quatre étudiant-e-s provenant des pays les moins avancés	
<b>INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES ET DU DÉVELOPPEMENT (IHEID), Mali, Vietnam et Pérou</b>	175'000
Formation décentralisée; programme "International Master in Advanced Studies" - IMAS (2009-2011)	
<b>HANDICAP INTERNATIONAL, Cambodge</b>	150'000
Pour le droit des enfants handicapés au Cambodge: mise en œuvre d'un modèle pilote reproductible d'éducation inclusive (2009-2011)	
<b>PEU-LA, Tibet</b>	100'000
Enseignement de la médecine tibétaine traditionnelle (2009-2012)	

<b>ASSOCIATION SUISSE DE SŒUR EMMANUELLE, <i>Soudan</i></b> Création d'un centre de formation professionnelle à Juba (2009-2011)	<b>75'000</b>
<b>VIVAMOS MEJOR, <i>Colombie</i></b> Éducation et santé pour les familles déplacées ou défavorisées du quartier de San José, Bogotá (2010-2012)	<b>16'400</b>
<b>ASSOCIATION CLASSE SOLIDAIRE, <i>Togo</i></b> Aide au financement et à la construction d'un centre scolaire à Gamakui	<b>30'000</b>
<b>CAYLA SOLIDAIRE, <i>Sénégal</i></b> Construction d'une case de santé dans le village de Gazelle	<b>20'000</b>
<b>ASSOCIATION HELINA BRÉSIL, <i>Brésil</i></b> Centre d'éducation populaire et d'appui au développement des communautés rurales de l'Etat du Minas Gerais (2009-2010)	<b>20'000</b>
<b>Environnement / Aménagement du territoire / Infrastructures</b>	<b>899'425</b>
<b>ASSOCIATION MONGAADO VILLAGE TOGO, <i>Togo</i></b> Développement d'une pépinière régionale à Bagré, région des Savanes	<b>51'858</b>
<b>ASSOCIATION NORDESTA, <i>Brésil</i></b> Reforestation et protection des 100 sources du bassin fluvial du Rio Grande, Etat de Minas Gerais (2010-2012)	<b>163'548</b>
<b>ASSOCIATION PUPLINGE - PLAIESII DE JOS, <i>Roumanie</i></b> Réhabilitation de l'école de Plaiesii de Jos	<b>58'242</b>
<b>TERRAGIR, <i>Bénin</i></b> Électrification à l'énergie solaire de trois classes dans trois villages béninois	<b>29'000</b>
<b>DISPLACEMENT SOLUTIONS, <i>Asie et Pacifique</i></b> Formation aux droits des réfugiés climatiques (2010-2012)	<b>117'000</b>
<b>INGÉNIEURS &amp; ARCHITECTES SOLIDAIRES (IAS), <i>Burkina Faso</i></b> Électrification solaire du centre médical pédiatrique Persis de Ouahgouya	<b>43'000</b>
<b>ASSOCIATION SUISSE HAWA ABDI, <i>Somalie</i></b> Amélioration des infrastructures de l'école primaire et du centre pour femmes vivant dans un camp de réfugiés (2010-2011)	<b>40'000</b>
<b>ASSOCIATION CEAS - Ge, <i>Burkina Faso</i></b> Appui à la gestion des déchets pour la mairie de Sabaa	<b>15'000</b>
<b>ASSOCIATION SUISSE-NIGER, <i>Niger</i></b> Construction et équipement de trois classes	<b>42'000</b>
<b>ASSOCIATION RACINES, <i>Bolivie</i></b> Fertilisation et enrichissement des sols grâce à la captation du CO <sub>2</sub>	<b>60'000</b>
<b>ASSOCIATION AQUAVERDE, <i>Brésil</i></b> Création d'une pépinière et reboisement de la réserve indigène du Sete de Setembro	<b>59'777</b>
<b>CARITAS, <i>Bali</i></b> Recyclage d'huile de cuisine usagée et transformation en biodiesel	<b>40'000</b>
<b>CROIX-ROUGE SUISSE, <i>Vietnam</i></b> Réduction des risques de catastrophes naturelles dans le village d'Ho Gui	<b>180'000</b>

<b>Santé</b>	<b>880'345</b>
<b>AIDE SANITAIRE SUISSE AUX PALESTINIENS, <i>Palestine</i></b>	<b>60'000</b>
Amélioration des conditions de vie des personnes marginalisées et/ou handicapées dans les territoires palestiniens	
<b>IDH - Suisse, <i>Bolivie</i></b>	<b>80'000</b>
Education et information pour la prévention du Sida à Cochabamba (2008-2010)	
<b>FONDATION DIDÉ, dignité en détention, <i>Rwanda</i></b>	<b>39'700</b>
Santé mentale pour les mineurs et jeunes adultes incarcérés à la prison centrale de Gitarama et au Correctional center de Nyagatare (2010-2012)	
<b>ISLAMIC RELIEF, <i>Mali</i></b>	<b>53'475</b>
Sécurité alimentaire et amélioration des conditions de vie des populations vulnérables à Gourma Rharous	
<b>CROIX-ROUGE SUISSE, <i>Bangladesh</i></b>	<b>100'000</b>
Prévention du VIH - Sida : thérapie antirétrovirale, conseils et dépistage volontaire, information-éducation-communication (2009-2010)	
<b>FONDATION PROJET SUISSE D'ASSISTANCE MEDICALE - Madagascar</b>	<b>30'000</b>
Accès aux soins médicaux - dispensaire Aina Vao (2008 - 2010)	
<b>MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, <i>Kirghizstan</i></b>	<b>150'000</b>
Programme intégré de contrôle de la tuberculose dans le système pénitentiaire (2008-2010)	
<b>IRIS, <i>Sri-Lanka</i></b>	<b>47'170</b>
Prévention de la cécité et restauration de la vue (2009-2011)	
<b>CIOMAL, <i>Cambodge</i></b>	<b>120'000</b>
Programme de lutte contre la lèpre (2010-2012)	
<b>DNDI, <i>divers pays d'Afrique</i></b>	<b>200'000</b>
Renforcer les capacités de recherche clinique dans les pays d'endémie de la trypanosomiase humaine africaine (maladie du sommeil) (2010-2012)	
<b>Culture / Sensibilisation</b>	<b>357'387</b>
<b>CENTRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE EN ACTIONS HUMANITAIRE, <i>Haïti</i></b>	<b>50'000</b>
Film de sensibilisation post-séisme en Haïti	
<b>CENTRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE EN ACTIONS HUMANITAIRE, <i>Genève</i></b>	<b>12'000</b>
Soutien à l'accueil d'experts haïtiens au colloque universitaire "Haïti des lendemains qui tremblent"	
<b>FESTIVAL BLACK MOVIE, <i>Genève</i></b>	<b>50'000</b>
Soutien à l'édition 2010	
<b>ASSOCIATION ÊTRE FEMME AUJOURD'HUI, <i>Genève</i></b>	<b>12'720</b>
Soutien à l'organisation d'une manifestation sur le thème des femmes dans la guerre	
<b>FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM ORIENTAL DE GENÈVE (FIFOG), <i>Genève</i></b>	<b>35'000</b>
Soutien de la 5ème édition	
<b>FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM SUR LES DROITS HUMAINS, <i>Genève</i></b>	<b>80'000</b>
Soutien à la 8 <sup>ème</sup> édition du Festival du Film et Forum International sur les Droits Humains	

<b>ASSOCIATION LA COMPAGNIE DES CRIS, Sénégal</b>	20'000
Formation en lecture, jeu de scène, théâtre scolaire à Thies (2009-2010)	
<b>FESTIVAL TAMBOUR BATTANT, Genève</b>	18'790
Court-métrage "Etudiants africains ici et là-bas"	
<b>FONDATION SUISSE DU SERVICE SOCIAL INTERNATIONAL, Afrique de l'Ouest</b>	50'000
Film institutionnel et documentaire sur le Programme Afrique de l'Ouest	
<b>HUMAN RIGHTS WATCH, Genève</b>	8'877
Soirée de témoignages : halte à l'exploitation des enfants domestiques	
<b>CAP, COLLECTIF ARTISTES PLASTICIENS, Sénégal</b>	20'000
Construction et équipement d'une salle d'activités créatrices au Collège Morina Diakité de Tambacounda	
<b>Coopération décentralisée</b>	<b>715'311</b>
<b>HUG, Tanzanie</b>	253'911
Développement d'une école supérieure de soins infirmiers à Mbozi (2010-2012)	
<b>COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE, Genève - Jura - Cameroun</b>	200'000
Mise en œuvre de soins de santé primaires dans la province du Centre (2008-2010)	
<b>HUG, Afrique francophone</b>	111'400
Consolidation et extension du réseau pour la télémédecine - projet RAFT (2008-2010)	
<b>DÉPARTEMENT DE LA CONSTRUCTION ET DES TECHNIQUES DE L'INFORMATION, Nicaragua</b>	150'000
Création d'une instance régionale pour le gestion du territoire, Matagalpa (2007-2010)	
<b>Aide humanitaire</b>	<b>1'512'991</b>
<b>CROIX-ROUGE SUISSE, Haïti</b>	200'000
Aide d'urgence aux sinistrés du séisme	
<b>MÉDECINS SANS FRONTIÈRE, Haïti</b>	200'000
Aide d'urgence aux sinistrés du séisme	
<b>CARITAS SUISSE, Sud Soudan</b>	200'000
Programme d'aide et de sécurité alimentaire	
<b>CROIX-ROUGE SUISSE, Pakistan</b>	50'000
Aide d'urgence aux sinistrés des inondations	
<b>CROIX-ROUGE SUISSE, Soudan</b>	50'000
Approvisionnement en eau potable, distribution de produits non comestibles de base, assainissement et promotion de l'hygiène dans les nouveaux lieux d'installation de personnes sur le retour à Mayendit County	
<b>FONDATION TERRE DES HOMMES, Afghanistan</b>	32'991
Assistance à 8'459 personnes suite aux inondations	
<b>NOUVELLE PLANÈTE, Haïti</b>	60'000
Équipement permettant la réouverture de 10 écoles à Port-au-Prince	
<b>MÉDECINS DU MONDE, Haïti</b>	200'000
Programme de lutte contre le choléra	

<b>CARITAS, Haïti</b>	100'000
Sensibilisation scolaire et prévention contre la propagation de l'épidémie du choléra	
<b>LUMIÈRE POUR HAITI, Haïti</b>	60'000
Programme d'aide alimentaire dans 6 écoles haïtiennes	
<b>TERRE DES HOMMES SUISSE, Haïti</b>	60'000
Projet d'urgence destiné aux enfants en situation de grande vulnérabilité	
<b>ASSOCIATION EREINE SUISSE, Haïti</b>	50'000
Construction de la nouvelle école normale de Liancourt	
<b>CENTRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE EN ACTION HUMANITAIRE, Haïti</b>	50'000
Formation en "Gestion des risques et des désastres en Haïti"	
<b>HANDICAP INTERNATIONAL, Pakistan</b>	200'000
Aides aux victimes des inondations	
<b>Total des projets acceptés par le Service de la solidarité internationale</b>	<b>6'914'402</b>
<b>Manifestations à Genève impliquant des acteurs des pays en développement.</b>	<b>787'140</b>
<b>MANDAT INTERNATIONAL</b>	200'000
Permanence d'accueil et d'information (2008-2010)	
<b>CIMERA, conférence internationale "La nouvelle donne politique et le rôle de la diplomatie au Caucase" à l'IHEID</b>	10'000
Cofinancement des frais de publication et frais de voyage et séjour de participants venant des pays les moins avancés	
<b>CENTRE POUR LES DROITS CIVILS ET POLITIQUES (CCPR)</b>	8'940
Soutien financier en faveur des représentants de la société civile du Cameroun et de Jordanie	
<b>CENTRE EUROPE - TIERS-MONDE (CETIM)</b>	55'000
Elaboration de brochures didactiques dans le domaine des droits humains (2008-2010)	
<b>CODAP</b>	20'000
Centre de conseil en matière de droits de l'homme; cours de formation de base	
<b>SERVICE INTERNATIONAL POUR LES DROITS DE L'HOMME (SIDH)</b>	19'800
Soutien financier pour une session de formation en marge du Conseil des droits de l'homme	
<b>GENÈVE POUR LES DROITS DE L'HOMME</b>	18'000
Contribution financière en faveur des cours de formation, session 2010	
<b>EUforIA</b>	15'400
Contribution financière en faveur d'étudiant-e-s latino-américains participant au sommet ELAYS	
<b>UN Watch</b>	20'000
Soutien au Sommet de Genève pour les droits de l'homme, la tolérance et la démocratie	
<b>INTERNATIONAL COUNCIL OF HUMAN RIGHTS POLICY (ICHRP)</b>	20'000
Colloque "Human rights in the global economy"	
<b>ASSOCIATION GENEVA HEALTH FORUM</b>	50'000
Soutien à la 3ème édition : "Geneva Forum: Towards Global Access to Health"	

<b>ORIGIN - Organization for International Geographical Indications Network</b>	<b>10'000</b>
Soutien à l'organisation de la Journée d'échange sur les programmes de coopération technique dans le domaine des appellations d'origine	
<b>PROMOTION SANTÉ SUISSE</b>	<b>50'000</b>
Soutien financier à la 20ème conférence mondiale de l'Union Internationale de Promotion de la santé et d'Éducation pour la santé - UIPES	
<b>DOCIP, Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones</b>	<b>50'000</b>
Soutien aux diverses prestations proposées par le centre (2010-2012)	
<b>CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION À L'ENSEIGNEMENT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA PAIX (CIFEDHOP)</b>	<b>60'000</b>
Expertise sur les institutions du système international de promotion et de protection des droits de l'homme et formation des milieux éducatifs des pays du Sud (Convention 2008-2010)	
<b>MEDIA 21</b>	<b>40'000</b>
Tribune des droits humains: formation de journalistes des pays du sud	
<b>COMMISSION INTERNATIONALE DES JURISTES - CIJ</b>	<b>100'000</b>
Création et développement à Genève d'un centre international de défense des magistrats et avocats (2010-2013)	
<b>ENSEMBLE CONTRE LA PEINE DE MORT - ECPM</b>	<b>40'000</b>
Congrès mondial contre la peine de mort	
<b>Contrat de prestations entre l'État de Genève et la Fédération Genevoise de Coopération (FGC)</b>	<b>3'000'000</b>
<b>Convention entre l'État de Genève et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)</b>	<b>3'000'000</b>
<b>Aide aux missions des pays les moins avancés auprès des institutions internationales établies à Genève (Gestion DCTI)</b>	<b>1'263'957</b>
<b>Fonds de lutte contre la drogue</b>	<b>270'000</b>
<b>CASA ALIANZA, Nicaragua</b>	<b>150'000</b>
Pour une vie sans drogue	
<b>FONDATION GOUTTE D'EAU, Cambodge</b>	<b>33'367</b>
Soutien éducatif	
<b>LE SOURIRE DE CHIANG KHONG, Thaïlande</b>	<b>37'000</b>
Achat d'un terrain agricole	

**PROJET PRÉSENTÉ PAR LA FGC :**

<b>TERRE DES HOMMES, Colombie</b>	<b>49'633</b>
Renforcement du tissu social et rétablissement socio-économique des familles déplacées et vulnérables de Cordoba et Sucre	

## Annexe 2

**Liste des membres de la commission consultative  
pour la solidarité internationale (CCSI) 2010**Présidente :

Mme Fabienne Bugnon  
Département de la sécurité, de la police et  
l'environnement  
Office des droits humains  
Directrice générale  
[fabienne.bugnon@etat.ge.ch](mailto:fabienne.bugnon@etat.ge.ch)

Représentant-e-s des départements :

Mme Marie-Hélène Dubouloz-Schaub  
Département de l'instruction publique, de la  
culture et du sport  
Secrétariat général  
[marie-helene.dubouloz@etat.ge.ch](mailto:marie-helene.dubouloz@etat.ge.ch)

M. David Gysler  
Département de l'intérieur et de la mobilité  
Office de la sécurité civile  
[david.gysler@etat.ge.ch](mailto:david.gysler@etat.ge.ch)

Mme Nicole Rosset  
Département des affaires régionales, de  
l'économie et de la santé  
Secrétariat général HUG  
[nicole.rosset@hcuge.ch](mailto:nicole.rosset@hcuge.ch)

M. Jean-Luc Chopard  
Chancellerie d'Etat  
Chef du service du protocole  
[jean-luc.chopard@etat.ge.ch](mailto:jean-luc.chopard@etat.ge.ch)

M. Blaise Cruzier  
Département des constructions et des  
technologies de l'information  
Service juridique  
[blaise.cruzier@etat.ge.ch](mailto:blaise.cruzier@etat.ge.ch)

Expert-e-s externes :

Mme Doris Schopper  
Bahnhofstrasse 134  
8620 Wetzikon  
[doris.schopper@bluewin.ch](mailto:doris.schopper@bluewin.ch)

M. Jean-François Cuénod  
Rte de Foncenex 166  
74140 Veigy Foncenex - France  
[jean-francois.cuenod@deza.admin.ch](mailto:jean-francois.cuenod@deza.admin.ch)



M. Anton Weber

Wiesenstrasse 74  
3014 Berne  
[aweber2@bluemail.ch](mailto:aweber2@bluemail.ch)

Mme Manon Schick

Speichergasse 33  
3001 Berne  
[mschick@amnesty.ch](mailto:mschick@amnesty.ch)

Consultant environnemental

M. Andreas November

Rte Alphonse-Ferrand 69  
1233 Bernex  
[andreas.november@graduateinstute.ch](mailto:andreas.november@graduateinstute.ch)

Service de la solidarité internationale

Mme Maria Jesus Alonso Lormand

Département de la sécurité, de la police et de  
l'environnement  
Service de la Solidarité internationale  
Directrice du service  
Tél : 022 388 15 43  
[mariajesus.alonso-lormand@etat.ge.ch](mailto:mariajesus.alonso-lormand@etat.ge.ch)

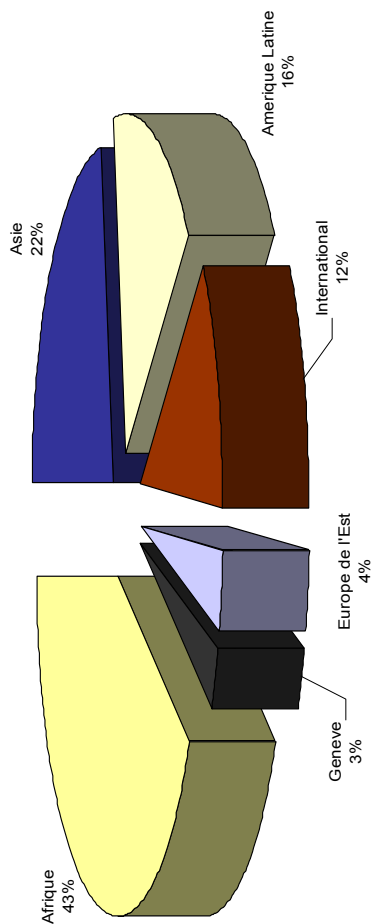
Mme Susana Simoes-Abbasi

Département de la sécurité de la police et de  
l'environnement  
Service de la Solidarité internationale  
Chargée de projets  
Tél : 022 388 15 44  
[susana.simoes-abbasi@etat.ge.ch](mailto:susana.simoes-abbasi@etat.ge.ch)

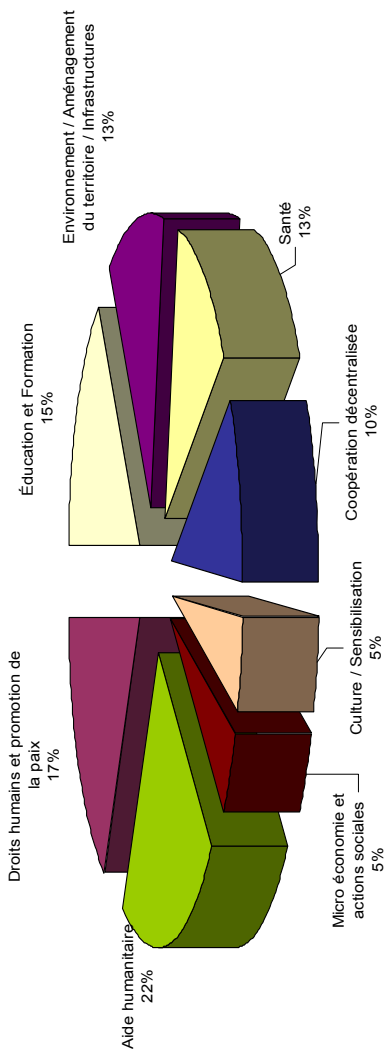
\*\*\*\*\*

## Budget 2010

Total SI 2010	Budget	Comptes	Commentaires
<b>04.06.06.00</b>	<b>15'876'879</b>		<b>Solidarité internationale</b>
365 Subventions accordées:	15'100'000	14'971'900	
➤ FGC	3'000'000	3'000'000	Contrat de prestations
➤ CICR	3'000'000	3'000'000	Contrat de partenariat
➤ Aide aux missions des pays les moins avancés (DCTI)	1'300'000	1'270'358	
➤ Aides aux pays en voie de développement	7'800'000	7'701'542	
<b>04.06.05.00</b>	<b>270'000</b>	<b>229'608</b>	<b>Fonds de lutte contre la drogue</b>

**REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES ACTIONS DE LA  
SOLIDARITE INTERNATIONALE EN 2010**

## REPARTITION PAR DOMAINE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE EN 2010



**LA SOLIDARITE INTERNATIONALE EN 2010**

Annexe 6

